



COMMUNIQUE DE PRESSE INTERSYNDICAL DES FINANCES PUBLIQUES DU GARD

« LE FOUTAGE DE GUEULE » EST CONFIRME PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES DES FINANCES PUBLIQUES DU GARD

Sylvain ANDRE, maire de Cendras, a raison. La DGFIP démantèle les services publics de proximité et supprime les moyens humains et matériels nécessaires aux missions qui lui sont dévolues. Les usagers, maires et habitants du Gard ont droit à des services de proximité qui les accueillent physiquement, les renseignent et les conseillent. C'est autre chose que des services en ligne qui accentuent la fracture numérique et le mal-être social des plus démunis.

Les maires ont raison d'être en colère.

Quand leur trésorerie ferme, ils perdent un service public qui leur est indispensable dans l'aide quotidienne à la gestion des finances de leur commune et qui ne sera pas assuré par les SGC (Service de Gestion Comptable) ou « super-trésoreries » qui sont créés pour faire des économies d'échelle.

Les élus n'ont pas de quoi se réjouir non plus de la création au sein de leur commune d'une MFS (Maison France Service) car l'accueil dans cette nouvelle entité qui regroupe plusieurs services publics (CAF, Impôts..) est assuré par des fonctionnaires territoriaux non spécialisés dans les missions des trésoreries.

Les propos du directeur départemental des finances publiques du Gard sont mensongers : ces MFS ne sont pas des structures des Finances Publiques.

De plus, les 11 % d'emplois supplémentaires implantés à Saint Privat ne sont que le transfert des emplois liés aux fermetures des trésoreries : La Grand-Combe, Saint Ambroix et Anduze.

Depuis l'année 2020, les trésoreries d'Aigues-Mortes, Aramon, Saint Gilles et Remoulins sont fermées.

Pont-Saint-Esprit, Saint Chaptès, Saint Ambroix et Sommières fermeront au 1^{er} janvier 2022 et suivront Beaucaire, Saint-Hyppolite du Fort et Quissac en septembre.

Puis en 2023, se seront les trésoreries d'Anduze, La Grand Combe, Villeneuve les Avignon et Le Vigan qui fermeront.

Comme une évidence, l'enjeu ne sera plus d'améliorer le service rendu par la DGFIP puisque les accueils ne seront plus effectués par nos services.

Enfin, une valeur chiffrée pour contredire les propos de M. GUIN et le « bien-fondé » de la refonte du service public, depuis 2009 la direction des Finances Publiques du Gard, a perdu plus de 200 emplois et 15 trésoreries.

Peut-on encore parler de service public de proximité et de meilleur service rendu à l'utilisateur ?